



Les dirigeants ouest-africains ont salué la croissance économique positive de la région de 6,4 pc enregistrée en 2011, ainsi que les perspectives favorables pour 2012.

A l'issue de leur Sommet ordinaire de deux jours à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, ce week-end, ils ont également réaffirmé la nécessité d'approfondir le processus d'intégration régionale afin d'alléger les impacts négatifs des crises et de créer de meilleures perspectives de développement.

"A cette fin, les chefs d'Etat et de gouvernement s'engagent à poursuivre les efforts d'harmonisation des politiques fiscales et budgétaires parmi les Etats membres afin de s'assurer une convergence macro-économique plus grande.

"En particulier, ils réaffirment leur détermination à lever les obstacles à l'application effective du Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens et le droit d'implantation", indique un communiqué publié à la fin de la réunion du 28 au 29 juin, transmis à la PANA.

Afin de consolider le marché commun et de relancer les politiques de développement communautaire, les dirigeants ont instruit la Commission de la CEDEAO d'accélérer la mise en place du Tarif extérieur commun (TEC) et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la finalisation du code des investissements communautaires et la mise en oeuvre d'une politique industrielle commune.

Sur l'Accord de partenariat économique (APE), les dirigeants ont réaffirmé leur engagement pour une conclusion rapide d'un accord de partenariat axé sur le développement.

Cependant, en raison des préoccupations relatives à la juxtaposition de régimes commerciaux différents et aux obstacles posés par la ratification des accords intérimaires par la Côte d'Ivoire et le Ghana au processus d'intégration au cas où un accord régional ne serait pas conclu, les chefs d'Etat et de gouvernement ont souligné la nécessité de trouver des solutions aux principales divergences.

Ils ont par conséquent invité les principaux négociateurs des deux parties à faire tout leur possible, de manière consensuelle et avec la flexibilité requise, pour trouver les voies et moyens de signer, le plus tôt possible, un APE qui sauvegarde les intérêts des deux parties.

Les leaders ouest-africains ont par ailleurs insisté sur la nécessité de ressources adéquates pour financer le Programme APE pour le développement (PAPED).

Les présidents et chefs de gouvernement de 10 Etats membres ont participé à la réunion, tandis que les autres Etats membres ont envoyé des représentations au niveau ministériel.

Le président de la Commission de l'Union africaine, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Afrique de l'Ouest et le Représentant du président de la Commission de l'UEMOA ont également participé à ce sommet en tant qu'observateurs.